



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale et
Interdépartementale de l'Environnement,
de l'Aménagement et des Transports
d'Île-de-France
Direction des routes d'Île-de-France
(DiRIF)**

**Réhabilitation globale de l'autoroute A6a du PR 2+500 au
PR 2+300 dans le sens Province vers Paris sur les communes
de Cachan et Villejuif dans le Val-de-Marne (94)**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

2 – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maîtrise d'Ouvrage Direction des Routes d'Île-de-France Service de la gestion patrimoniale du réseau 79B, avenue de Lattre de Tassigny 94000 CRÉTEIL	Maîtrise d'Œuvre Direction des Routes d'Île-de-France Département des techniques de la route 35, rue de Noailles Bâtiment B2 78000 VERSAILLES	Date : 12/11/2024
		Indice : 1

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des Routes d'Île-de-France

Ordonnateur

Monsieur le Préfet de Région Île-de-France
Ordonnateur délégué : Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris

Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris

Objet du marché

Réhabilitation globale de l'autoroute A6a dans le sens Province vers Paris du PR 2+500 au PR 2+300 sur les communes de Cachan et Villejuif dans le Val-de-Marne (94)

Sommaire

ARTICLE 1 - Objet et dispositions générales.....	7
1.1 - Objet du marché.....	7
1.2 - Contexte et description des travaux à réaliser.....	7
1.3 - Décomposition en tranches et en lots.....	8
1.4 - Intervenants.....	8
1.5 - Forme des notifications.....	10
1.6 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	11
1.7 - Dispositions générales.....	11
1.8 - Ordres de service.....	15
1.9 - Propriété intellectuelle.....	15
ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché.....	16
ARTICLE 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....	17
3.1 - Tranches optionnelles.....	17
3.2 - Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	17
3.3 - Variation dans les prix.....	19
3.4 - Paiement direct de sous-traitants.....	21
ARTICLE 4 - Délai de réalisation – Pénalités, primes et retenues.....	21
4.1 - Délai de réalisation.....	21
4.2 - Prolongation des délais d'exécution.....	21
4.3 - Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	21
4.4 - Pénalités pour dommages causés à l'environnement.....	22
4.5 - Autres pénalités.....	23
ARTICLE 5 - Clauses de financement et de sûreté.....	25
5.1 - Retenue de garantie.....	25
5.2 - Avances.....	25
ARTICLE 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	26
6.1 - Provenance des matériaux et produits.....	26

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	26
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	26
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.....	27
ARTICLE 7 - Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages.....	27
7.1 - Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	27
7.2 - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	27
7.3 - Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	27
7.4 - Piquetage général.....	28
ARTICLE 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux.....	28
8.1 - Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	28
8.2 - Études d'exécution des ouvrages.....	29
8.3 - Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	29
8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	30
8.5 - Registre de chantier.....	31
8.6 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	31
ARTICLE 9 - Contrôles et réceptions des travaux.....	32
9.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	32
9.2 - Réception.....	32
9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	32
9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	32
9.5 - Documents fournis après exécution.....	32
9.6 - Garanties particulières.....	34
ARTICLE 10 - Résiliation.....	34
ARTICLE 11 - Clause sociale d'insertion.....	35
11.1 - L'éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale.....	35
11.2 - Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché.....	36
11.3 - Les modalités de l'insertion.....	36
11.4 - Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion.....	37
11.5 - Le suivi et l'évaluation de l'action d'insertion.....	37
11.6 - La globalisation des heures d'insertion.....	38

11.7 - Les pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion.....	38
ARTICLE 12 - Clauses environnementales.....	39
12.1 - Lutte contre la prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes présentes sur le talus.....	39
12.2 - Mise en œuvre d'agrégats d'enrobés.....	39
ARTICLE 13 - Dérogations aux documents généraux.....	39

Dans tout ce document, le Code de la Commande Publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - Objet et dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Réhabilitation globale de l'autoroute A6a du PR 2+500 au PR 2+300 dans le sens Province vers Paris sur les communes de Cachan et Villejuif dans le Val-de-Marne (94).

1.2 - Contexte et description des travaux à réaliser

La chaussée de l'autoroute A6a-W présente des désordres entre le PR 2+500 et le PR 2+300 dans le sens Province vers Paris. Un relevé fait état de fissures longitudinales et transversales très marquées. Il est également constaté un affaissement de la voie lente, de la BAU, du dispositif de retenue et du talus entre le PR 2+400 et le PR 2+300. L'inspection télévisuelle réalisée fait état du dysfonctionnement d'une canalisation d'eaux pluviales (DN 150 mm) transversale entre le TPC et la BAU de la zone d'affaissement.

Les travaux incluent :

- le rabotage pleine largeur de la couche de roulement et la mise en œuvre d'une couche de roulement en BBSG entre le PR 2+500 et le PR 2+300 ;
- le rabotage de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 (couches de liaison et d'assise sur ± 19 cm) ;
- la démolition de la couche de forme de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 sur ± 70 cm ;
- la vérification et la correction de l'altimétrie de la chaussée, notamment entre le PR 2+380 et le PR 2+300 ;
- la reconstitution de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 (couches de liaison, d'assise et couche de forme – épaisseur ± 70 cm) ;
- l'amenée de terre végétale pour la reconstitution/talutage du talus entre le PR 2+380 et le PR 2+300, en prenant en compte la présence d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) ;
- la démolition et la reconstruction du dispositif de retenu béton de type GBA (150 mètres) coté BAU, y compris les protections contre les projections lors de la démolition ;
- la dépose et le remplacement de la partie de la canalisation détériorée (environ 10 mètres) sous la BAU, la voie lente et jusqu'à 1 mètre sous la voie médiane (profondeur 1,10 m) \pm au PR 2+357 ;
- le nettoyage/curage de la partie de la canalisation restant en place (environ 8 mètres) ;
- la mise à nu du réseau d'assainissement en BAU, au droit de sa liaison avec la canalisation à remplacer, et reprise du raccordement avec création d'un regard si nécessaire ;
- la fourniture, la pose et dépose d'un panneau d'information de chantier ;
- la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose des balisages de chantier ;

- la mise en œuvre de la signalisation horizontale (SH) définitive (blanc) ;
- l'aménagement et le repli de SMV (environ 600 mètres) y compris la pose d'un atténuateur de choc en début de file ;
- les levés topographiques en période de préparation si nécessaire, pendant les travaux et pour les plans de récolement.

1.3 - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots.

1.4 - Intervenants

1.4.1 - Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau ou son adjoint :

Direction des Routes Île-de-France
Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau
79 B, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
94000 Créteil

1.4.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef du Département des Techniques de la Route ou son adjoint :

Direction des Routes Île-de-France
Département des Techniques de la Route
35, rue de Noailles
Bâtiment B2
78000 Versailles

Les missions de la maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC).

1.4.3 - Exploitant de l'autoroute A6a

L'exploitant est :

Direction des Routes d'Île-de-France
Arrondissement de Gestion et d'Exploitation de la Route Sud
CEI de Chevilly-Larue
82, avenue Georges GUYNEMER
94 550 Chevilly-Larue

Mise en œuvre du balisage :

Le Titulaire est chargé de la mise en œuvre du balisage pour les travaux, conformément aux préconisations du CCTP. Il est en outre tenu d'en assurer la maintenance durant toute la durée des travaux, 24/24, 7j/7j. Il fournira à l'exploitant de l'A6a un numéro d'astreinte via le maître d'œuvre.

1.4.4 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par :

Bureau Véritas

désigné dans le présent marché sous le nom de « coordinateur SPS ».

1.4.5 - Représentation de la maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L.4532-9 du Code du Travail (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;

- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

1.4.6 - Désignation des sous-traitants

Les demandes d'acceptation des sous-traitants, en cours de marché, et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.7.3. ci-après.

1.5 - Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement destinataire) ou par courrier avec recommandé.

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai, celui-ci commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1.6 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 - Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.5.8 du présent CCAP.

1.6.2 - RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.5.9 du présent CCAP.

1.7 - Dispositions générales

1.7.1 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en

ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante: <https://www.e-attestations.com>.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

1.7.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.7.2.1 - Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.2.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du Code du Travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du Travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

C) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du Code du Travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du Code du Travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4.5.7 du présent CCAP.

1.7.3 - Responsabilités et assurances

1.7.3.1 - Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code Civil.

1.7.3.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

1.7.3.3 - Assurance de responsabilité civile décennale

L'article 8 du CCAG Travaux prend en compte les dispositions du Code des Assurances : l'assurance décennale n'est pas obligatoire pour les ouvrages de génie civil. Par dérogation à cet article, le titulaire du marché déclare avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1.7.3.4 - Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.7.4 - Clauses sociales et environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique, environnement et progrès social.

Il s'agit pour la clause sociale de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après et qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement. Pour la clause environnementale il s'agit de l'article 12 ci-après qui décrit les mesures mises en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité.

1.7.5 - Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1.8 - Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1.9 - Propriété intellectuelle

Les stipulations des articles 45 à 48 (chapitre 6) du CCAG Travaux 2021 s'appliquent.

ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Bordereau 1 :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, assorti des documents ci-après :
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le détail estimatif (DE) ;
- Les sous-détail des prix (SDP) ;
- Les décompositions des prix forfaitaires (DPF) ;
- Le schéma organisationnel du plan d'assurance de la qualité (SOPAQ) ;
- Le schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets (SOSED) ;

Bordereau 2 :

- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- Les déclarations de travaux et les réponses reçues ;
- Le dossier de plans du projet ;
- les carottages structurels, les rapports amiante et HAP, le relevé des désordres constatés, les rapports du radar et du déflectographe, le rapport de l'uni longitudinal, les derniers comptages routier (2019), le rapport de l'inspection télévisuelle de la canalisation transversale.

ARTICLE 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes

3.1 - Tranches optionnelles

Sans objet.

3.2 - Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.2.1 - Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

3.2.2 - Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3.2.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du maître d'œuvre ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3.2.4 - Les sous-détails des prix unitaires et les décompositions des prix forfaitaires seront fournis dans le dossier des pièces relatives à l'offre conformément à l'article 3.2 du RC.

3.2.5 - Modalités du règlement des comptes du marché

Par dérogation à l'article 12 du CCAG, les demandes de paiement se feront sous la forme de facturation.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du Titulaire et le maître d'œuvre.

La demande de paiement par le titulaire est formalisée via l'émission d'une facture.

La première facture sera envoyée à l'issue de période de préparation, suite à la réalisation des travaux préparatoires et à la production de l'ensemble des documents d'exécution.

La seconde sera envoyée à la fin des travaux, suite aux Opérations préalables à la Réception (OPR) et au repli des installations de chantier.

Le montant dû est établi sur la base des constats contradictoires.

3.2.6 - Présentation des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

via les paramètres suivant :

- Le code SIRET de l'État ;
- La référence du Code service exécutant ;
- Le numéro d'EJ.

Chaque facture devra contenir les éléments suivants :

- Le numéro du bon de commande Chorus (EJ) - (utilisé pour Chorus Pro) ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du service exécutant (utilisé pour Chorus Pro) ;
- Le numéro du code SIRET État (utilisé pour Chorus Pro) ;
- Les coordonnées bancaires correspondantes au virement (si ces coordonnées sont différentes de celles inscrites dans l'acte d'engagement, un avenant sera nécessaire avant de procéder au paiement).
- l'éventuelle avance payée ou facturée, avec le calcul du remboursement de l'avance s'il est dû
- les parties déjà facturées ;
- l'éventuelle partie due aux sous-traitants.
- Le calcul de(s) révisions

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et constats validés.

Toutes les factures déposées sans validation de la réception de la prestation feront l'objet d'un rejet.

3.2.7 - Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le titulaire sera payé sur présentation des factures.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. En outre, le créancier a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception de la facture.

Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement pourra être suspendu une fois par demande de règlement de la personne publique. Cette suspension sera notifiée au titulaire, et précisera les raisons qui imputables au titulaire, s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à remise de la totalité des justificatifs réclamés.

À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 - Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4 du présent CCAP.

3.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3.3.3 - Choix des index de références

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP01	Index général TP
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
PMR	Produits de marquage routier

Ces index sont publiés sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/>

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP01	Séries 100, 400, 500, 600, 800, 900, prix 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 216, 301, 302, 306
TP09	Prix 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 303, 304, 305
PMR	Série 700

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

3.3.4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

Avec :

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations (moins 3 mois).

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix m « zéro » (m_0) (moins 3 mois).

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée à la date de validation par ordre de service de commencer les prestations.

3.3.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3.4 - Paiement direct de sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet la facture avec l'accord du titulaire pour la mise en paiement pour les prestations relevant de son périmètre, via CHORUS PRO, avec les mêmes informations que le titulaire (N° d'EJ, service exécutant, SIRET Etat) ;
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.7 ci-dessus, compté à partir de la réception par le pouvoir

adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné ci-dessus ;

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4 - Délai de réalisation – Pénalités, primes et retenues

4.1 - Délai de réalisation

Les travaux sont programmés du 17/07/2025 (pose du balisage) au 13/08/2025 (remise en circulation totale de l'A6a-W).

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.3 - Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4.3.1 - Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1/200 du montant du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4.3.2 - Primes d'avance

Sans objet.

4.4 - Pénalités pour dommages causés à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence ou avec une faible conséquence sur l'environnement ;
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Les tableaux suivant établissent les pénalités environnementales applicables en cas d'infractions constatées pour/sur le chantier par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. Cette liste est non exhaustive.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité, sous peine de renouvellement de pénalité. En cas de récidive, le montant de la pénalité est doublé.

4.4.1 - Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence/avec une faible conséquence sur l'environnement

- Non respect des législations sur l'environnement - Mauvaise organisation des déchets sur le chantier (non mise en place des dispositions, erreur dans le tri, défaut de stockage, abandon de déchets, mauvaise traçabilité...) - Absence de poubelles au niveau de l'installation de chantier, abandon de déchets sur l'emprise ou en dehors	1 000 € HT par pénalité, par constatation
- Absence des kits antipollution dans les engins ou sur les zones de travaux - Entretien d'engin ou avitaillement réalisé en dehors des zones autorisées	1 000 € HT par pénalité, par constatation

4.4.2 - Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables

- Pompage d'eau pour les besoins du chantier en dehors des emplacements définis par le maître d'œuvre - Nettoyage insuffisant du chantier et de ses abords	2 000 € HT par pénalité, par constatation
- Absence de nettoyage des engins, des outils et des EPI en sortie et entrée de la zone de chantier, conformément à l'article	2 000 € par constat
- Non-respect des consignes de stockage temporaire des déchets d'EVEE et/ou d'export vers un site de valorisation ou d'élimination	5 000 € par jour
- Non respect des prescriptions énoncées au SOSED	2 000 € HT par pénalité, par constatation

Le titulaire informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

Le titulaire remédie à ses frais et risques, à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché, en apportant les mesures correctives dans les plus brefs délais.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires. Cette retenue est restituée au titulaire dans un délai de

quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les mesures correctives apportés par le titulaire.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale du titulaire.

4.5 - Autres pénalités

4.5.1 - Pénalités de retard

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.5.3 - Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9.5 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 € HT.

4.5.4 - Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8.1 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 € HT.

4.5.5 - Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT par absence constatée.

4.5.6 - Clauses sociales : « actions d'insertion »

Les pénalités concernant les clauses sociales sont celles de l'article 11.7 du présent CCAP.

4.5.7 - Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.7.2.2 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4.5.8 - Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 € HT.

4.5.9 - Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.2 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 € HT.

4.5.10 - Pénalités diverses

Non fourniture des sous-détails de prix et des décompositions des prix forfaitaires (non remis à l'offre) conformément aux prescriptions du présent CCAP	500 € HT par sous-détail ou décomposition de prix forfaitaire
Intervention ou interruption du fonctionnement des réseaux sans accord préalable des exploitants	1 000 € HT par constatation
Non respect des règles du PAQ, notamment lors du passage des différents points critiques et points d'arrêt ou non respect d'une procédure d'exécution	1 000 € HT par constatation
Non respect des conditions d'accès au chantier ou des limites d'emprise travaux validées par le maître d'œuvre	1 000 € HT par constatation
Non-respect du PPSPS et des règles de prévention mise en place par le coordinateur SPS	1 000 € HT par constatation
Non respect des consignes de sécurité formulées par le maître d'œuvre et/ou l'exploitant ou absence du port des équipements de protection individuels	1 000 € HT par constatation
Défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie	500 € HT par constatation
Non remise du journal de chantier	500 € HT par constatation
Non remise des métrés et constats	500 € HT par document
Retard dans la levée des réserves à la réception	1 000 € HT par jour de retard et par réserve non levée
Présence de personnel non autorisé sur le chantier (notamment sous-traitants non agréés)	1 500 € par constatation et par personnel non autorisé
Dégradation des enrobés, lors du coulage de la GBA, notamment par du ciment, laitance, béton, arrachage d'enrobés par les engins	5 000 € HT par constatation
Non-respect des procédures validées par le représentant du maître d'ouvrage	5 000 € par jour

ARTICLE 5 - Clauses de financement et de sûreté

5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les factures par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise) ou TPE (très petite entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant à la première facture, la fraction de la retenue de garantie correspondant à la facture est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5.2 - Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG. Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % de 12 fois du montant du montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché. Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise) et TPE (très petite entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.7 du présent CCAP, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 - Provenance des matériaux et produits

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur et extérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

7.1 - Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé les déclarations de travaux (DT) conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage/piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation,

constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage/piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception. Les réseaux DiRIF sont indiqués sur les plans fournis à l'offre.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7.2 - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7.3 - Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des recommandations des gestionnaires des réseaux pour la réalisation des travaux.

7.4 - Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, conformément au CCTP et matérialisé par un constat contradictoire.

ARTICLE 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes, par les soins du titulaire :

- Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier, des ouvrages provisoires éventuels et des différentes zones de stockage des matériaux ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.
 - Cette obligation est applicable à chaque intervenant.
 - Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 25 jours à compter du début de la période de préparation.
- Établissement par le titulaire des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux et remise au maître d'œuvre des plans et procédures d'exécution, des notes de calcul et des études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues par l'article 8.2 ci après ;
- Demandes d'agrément des matériaux et procédés, y compris agrément de la centrale d'enrobés ;
- Liste des personnes habilitées à intervenir sur voie expresse conformément au PGCSPS ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre de l'ensemble des sous détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires (autres que ceux fournis dans l'offre) tels que définis au 3-2.4 du présent CCAP ;
- Rédaction et envoi des DICT nécessaires aux travaux auprès des concessionnaires ainsi que le suivi des réponses et la réalisation des études d'exécution complémentaires induites par celles-ci ;
- Dossier d'exploitation sous chantier ;
- Établissement et mise au point du SOSED ;
- Établissement et mise au point du PAQ ;
- Établissement et mise au point du PAE ;
- Dégagements des emprises ;
- Piquetage général et complémentaire, ainsi que les levés topographiques prévus au CCTP ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre des états des lieux avant travaux.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, le VISA du maître d'œuvre est obligatoire avant l'exécution des travaux, même si le délai de 14 jours est dépassé.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre sur l'ensemble de ces pièces

8.2 - Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire du marché et sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg pour Autocad version 2014, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 3.1, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, le maître d'œuvre disposera de 15 jours pour remettre son « Bon pour exécution » ou ses observations pour reprise des documents par le titulaire et à ses frais. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs d'une partie d'ouvrage.

Le titulaire disposera alors de 5 jours pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de 10 jours pour faire ses nouvelles observations et émettre son « Bon pour exécution ».

De plus, un plan ou un document d'indice de révision (n) ne peut être déclaré « B.P.E. » que si ledit plan ou document à l'indice (n-1) a fait l'objet d'une fiche d'observation portant la mention "Sans observation".

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

8.3 - Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8.4.1 - Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8.4.2 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des

obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C. Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D. Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du Travail (4^e partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8.4.3 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCTP sont applicables.

8.4.4 - Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8.4.5 - Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8.4.6 - Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8.4.7 - Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8.5 - Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

8.6 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire doit tenir compte des stipulations du CCTP du présent marché.

ARTICLE 9 - Contrôles et réceptions des travaux

9.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions suivantes :

- Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur définis par le PAQ sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire.
- Les dispositions de l'article 24.6 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

9.2 - Réception

9.2.1 - Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.2.2 - Réceptions partielles

Sans objet

9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.5 - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés. Les plans seront remis sous le format : dwg 2013, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Outre les documents visés à l'article 40 du CCAG et à l'article 9.5 du présent CCAP au plus tard le jour des opérations préalables à la réception (OPR), le Titulaire devra fournir les documents suivants :

- La nomenclature du récolement et la charte de présentation des documents devront être issus de la grille des documents d'exécution.
- Tous les documents de récolement seront fournis : en un exemplaire sur support papier et en un exemplaire sur support numérique informatique (clé USB) et porteront la mention « RÉCOLEMENT ».

Les documents numériques seront établis au format Autocad .dwg (version 2014) et en version pdf. Ce dossier devra être constitué au fur et à mesure de l'avancement du chantier, et vérifié dans le cadre des évaluations régulières prévues à l'article 1.10 du CCTP.

9.5.1 - Composition du dossier de récolement

Le dossier de récolement sera conforme à l'article 40 du CCAG travaux et comprend au moins :

9.5.1.1 - pour les travaux routiers (chaussée – dispositif de retenue – signalisation horizontale)

- **Plans :**
 - une vue en plan au 1/1000, y compris dispositif de retenue et signalisation horizontale ;
 - un extrait au 1/20 comprenant le positionnement exact des réseaux souterrains situés à proximité de l'autoroute ;
 - un cahier de profil en travers au 1/200 ;
 - un profil en long au 1/1000.
- **documents relatifs à la qualité :**
 - résultats complets des études de formulation ;

- caractéristiques des matériaux (liant, granulats ...) ;
- teneur en bitume, fines, dopes ;
- nivellement ;
- épaisseurs ;
- pourcentage de vides, rugosité ;
- résultats des PMT et de l'UNI.

9.5.1.2 - pour les travaux relatifs au talus

- **Plans :**
 - les plans et documents conformes à l'exécution ;
- **documents relatifs à la qualité :**
 - tous les documents concernant la qualité et la provenance des matériaux ;

9.5.1.3 - pour les réseaux – l'assainissement

- **Plans :**
 - le relevé exact en trois dimensions des réseaux concernés et reportés sur le plan 1/200 cité ci-dessus.
- **documents relatifs à la qualité**

9.5.1.4 - pour la protection de l'environnement

- La dernière version du PRE du marché ;
- les processus spécifiques ayant trait à l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier ;
- le plan de gestion et d'élimination des déchets et l'ensemble des pièces justifiant son application ;
- l'ensemble des fiches de suivi environnemental ;

9.5.1.5 - Autres documents

- les journaux de chantier ;
- le plan général de contrôle ;
- les fiches de contrôles, épreuves et les essais divers ;
- le PAQ et les procédures qui s'y rapportent ;
- les procédures d'exécution ;
- les procès verbaux d'acceptation des matériaux, produits, matériels nécessitant un étalonnage, méthodes ;
- les fiches de suivi et/ou les bons de livraison constituant les preuves de traçage des produits ;
- les fiches de traitement des non-conformités avec les pièces qui s'y rapportent ;

9.5.1.6 - Délais de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.6 - Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10 - Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.31.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1.3.9 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11 - Clause sociale d'insertion

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après les articles L 2112-2 et L 2112-4 du Code de la Commande Publique.

11.1 - L'éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes en difficultés d'insertion, visées par ce dispositif de soutien à l'emploi sont les suivantes :

- les bénéficiaires du RSA ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et en démarche d'insertion professionnelle ;
- les jeunes majeurs accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) ;
- les personnes handicapées ;
- toutes catégories de personnes en emploi dans des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

L'éligibilité du public doit être validée avant la mise en emploi par le facilitateur ci-après désigné.

11.2 - Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché

Sur la durée totale du marché, le titulaire devra réserver **au minimum : 150 heures**.

11.3 - Les modalités de l'insertion

Le titulaire désignera un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur.

Ce projet ou mémoire d'insertion, précise les modalités mises en œuvre par l'attributaire pour réaliser le volume d'heures d'insertion attendu.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion, formées dans le cadre du marché.

Dans le cadre de son engagement, le titulaire pourra réaliser une action d'insertion selon l'une des modalités d'exécution définies ci-dessous :

- Modalités de recrutement direct : titulaire du marché pourra recruter les publics bénéficiaires sur un CDI ou sur un CDD sachant que le nombre de personnes en insertion doit être identique sur toute la durée du marché. Il est possible d'envisager le recrutement de ces personnes dans le cadre d'un partenariat spécifique avec l'Equipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la Direction de l'Action Sociale, de l'Insertion et des Parcours Emploi (DASIPE) ;
- modalité de recrutement indirect : Le titulaire du marché pourra également recruter ces personnes « indirectement », par l'intermédiaire d'une structure d'insertion telle que Entreprises de Travail Temporaire et d'Insertion (ETTI) qui présentera au titulaire, pour l'exécution des prestations considérées, des personnes déjà sélectionnées, dont le profil correspond au public ciblé ;
- Conditions particulières : En partenariat avec les services juridiques du Conseil départemental, les modalités d'exécution de la clause pourront être négociés notamment au regard de la taille de l'entreprise titulaire et des efforts déjà réalisés en termes d'insertion.

Les personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire et reconnues éligibles à la clause d'insertion, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, pendant la durée restante à courir du marché.

11.4 - Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement piloté par le facilitateur de clause social du Val-de-Marne a été mis en place. Le titulaire peut prendre attache du facilitateur :

Madame Paulette MAS (01 49 56 53 32 - paulette.mas@valdemarne.fr)

ou

Monsieur Zounogo SAWADO (01 49 56 86 35 - zounogo.sawadogo@valdemarne.fr)

EIP

Immeuble « Solidarités »

7, voie Félix EBOUE

94000 CRETEIL

En outre, le facilitateur a pour missions :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;

- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

11.5 - Vérification de l'action d'insertion

- *Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements directs :*

Le titulaire devra transmettre à l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne pour chaque personne recrutée :

- 1 copie du contrat de travail

- *Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements indirects :*

Le titulaire devra transmettre à l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne, pour chaque personne recrutée, une attestation de la structure d'insertion employant cette personne et faisant apparaître le nombre d'heures effectuées.

- *Contrôle de l'action d'insertion :*

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion professionnelle pour lesquelles l'entreprise titulaire du marché s'est engagée.

En tout état de cause, l'entreprise doit, sous huitaine, informer l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne, si elle rencontre des difficultés pour respecter son engagement.

Dans ce cas, l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne étudiera avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. Les moyens et les délais pour la mise en œuvre de la résolution des difficultés ou bien même d'une nouvelle action d'insertion professionnelle seront transcrits sur un procès verbal signé des parties prenantes à l'action d'insertion.

11.6 - Suivi et bilan de l'action d'insertion

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire devra répondre à toute demande de l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Des bilans seront réalisés conjointement entre l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne, l'entreprise et les personnes

recrutées. Ces bilans se feront lors de rendez-vous commun au cours desquels seront réalisés des points d'étapes sur le parcours des personnes insérées. Au moins trois bilans seront réalisés au cours de la première année d'embauche si le marché a une durée d'un an ou plus.

A chaque fin d'année civile du présent marché, l'entreprise présentera à l'Équipe Ingénierie de Projets du Service Insertion Emploi de la DASIPE du Conseil Départemental du Val de Marne un bilan qualitatif et quantitatif du dispositif social mis en œuvre faisant état :

- du nombre de personnes recrutées et du nombre d'heures effectuées,
- de la qualité des prestations réalisées dans ce cadre et des éventuelles difficultés rencontrées,
- de l'orientation proposée pour les personnes en fin de contrat ayant bénéficié du dispositif d'insertion (recrutement, formation etc...).

Le titulaire s'engage à fournir à chaque personne en insertion ayant donné satisfaction un certificat témoignant de la qualité du travail exécuté dans le cadre du marché.

11.7 - La globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné au marché :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord du maître d'ouvrage concerné
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

11.8 - Les pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion

Le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard à compter de la demande restée sans effet par le maître d'ouvrage pour non-présentation du projet d'insertion, ceci est également valable en cas de sous-traitance.

L'absence ou le refus de transmission des renseignements de nature à permettre le contrôle de l'exécution de l'action entraînera l'application d'une pénalité de 150 euros par jour ouvré de retard.

En cas de non-réalisation des heures d'insertion imputable à l'attributaire du marché, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 500 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, ainsi qu'en cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par document et par jour ouvré, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 12 - Clauses environnementales

12.1 - Lutte contre la prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes présentes sur le talus

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à agir contre les espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) présente sur le talus de l'A6a à reconstituer/retaluter. Les espèces présentes sont les suivantes :

- L'Ailante glanduleux ;
- Le Robinier faux-acacia ;
- Le Sénéçon du Cap ;
- La vergerette du Canada ;
- L'Armoise de Chine.

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour limiter leur progression et leur impact sur les écosystèmes et les activités humaines conformément au CCTP article 2.5.

12.2 - Mise en œuvre d'agrégats d'enrobés

Les préconisations du CCTP articles 2.2.1 et 2.2.2 sont applicables.

ARTICLE 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article	1.7.3.3	du CCAP déroge à l'article	8	du CCAG
L'article	1.7.3.4	du CCAP déroge à l'article	8.1.3	du CCAG
L'article	2	du CCAP déroge à l'article	4.1	du CCAG
L'article	3.2.3	du CCAP déroge à l'article	14.4.3	du CCAG
L'article	3.2.5	du CCAP déroge à l'article	12	du CCAG

L'article	4.3.1	du CCAP déroge à l'article	19.2.2	du CCAG
L'article	4.3.1	du CCAP déroge à l'article	19.2.3	du CCAG
L'article	8.1	du CCAP déroge à l'article	28.2.2	du CCAG
L'article	8.2	du CCAP déroge à l'articles	29.1.4	du CCAG
L'article	10	du CCAP déroge à l'article	50.3.1	du CCAG